

avons communiqué avec le gouvernement de l'Islande par l'entremise de notre ministère de la Défense nationale. Ces questions ressortissent plutôt au ministère de la Défense et je ne puis donc fournir à mon honorable ami que des renseignements d'ordre général. On m'informe que le gouvernement britannique a un ministre en Islande, et c'est sans doute par son entremise que nos fonctionnaires sont en contact avec les autorités islandaises.

M. DOUGLAS (Weyburn): Je désire revenir sur la question du gouvernement de Vichy. J'ai été heureux d'entendre le premier ministre nous renseigner sur notre représentation diplomatique auprès du gouvernement de Vichy, car, je crois que cela éclaircira une situation que bien des gens pensaient anormale.

Sauf erreur, le premier ministre a déclaré qu'il croyait sage que le Canada maintint son contact avec le peuple français et aussi qu'il servit d'intermédiaire aux autres pays du commonwealth britannique pour leur permettre de rester en relations avec la France.

Le très hon. MACKENZIE KING: Je ne voudrais pas aller aussi loin que cela. J'ose dire que notre contact avec la France a été utile à d'autres pays du commonwealth, mais je ne veux pas qu'il soit dit que c'est par notre entremise que l'Australie, par exemple, a maintenu ses relations avec la France.

M. DOUGLAS (Weyburn): Le premier ministre, si je l'ai bien compris, a dit que le premier ministre de la Grande-Bretagne s'est déclaré satisfait de ce contact que nous maintenons par l'entremise de M. Dupuy. Je me demande cependant pourquoi le Royaume-Uni, s'il désire rester en relations avec le gouvernement de Vichy, ne maintient pas un contact direct au lieu d'agir par l'intermédiaire du représentant canadien. Toutefois, si l'on objecte, comme on pourrait être tenté de le faire, que le gouvernement britannique ne pourrait agir ainsi puisqu'il reconnaît le mouvement du général de Gaulle, il s'ensuit qu'en demeurant en contact avec le gouvernement de Vichy nous ne reconnaissons pas le groupe du général de Gaulle. Si j'ai soulevé cette question, c'est que l'on semble croire en certains milieux canadiens que les gens de certaines régions de notre pays ont plus de sympathie pour le gouvernement de Vichy que pour le mouvement du général de Gaulle. Je ne crois pas, pour ma part, qu'il en soit ainsi. Toutefois, la perpétuation de la situation anormale due au fait que le Royaume-Uni a rompu ses relations diplomatiques avec le gouvernement de Vichy tandis que nous restons en relations avec ce dernier gouvernement, est une question qui devrait être éluci-

dée, sans quoi nous nous trouverons dans une fausse posture aux yeux de bien des gens.

Le très hon. MACKENZIE KING: Je puis dire à mon honorable ami qu'en temps de guerre il surgit certaines situations qui tendent à compliquer les choses. Heureusement, les relations du Canada avec la France n'ont pas été assujetties aux difficultés qui ont surgi dans le cas des relations immédiates du gouvernement britannique avec le gouvernement français. A n'en pas douter, ce n'est pas sans motif que le gouvernement du Royaume-Uni a rompu ses relations diplomatiques avec la France, s'il s'agit bien d'une rupture de relations, ce dont je ne suis pas certain. Les représentants du gouvernement du Royaume-Uni ont effectivement quitté la France pour rentrer en Angleterre, et s'ils n'y sont pas retournés c'est pour une raison bien évidente. Heureusement, le Canada ne se trouve pas dans la même situation. Les relations entre le Canada et la France n'étant nullement tendues ainsi, toute liaison utile qu'il est possible de maintenir entre un pays de la fédération des nations britanniques et la France à l'heure actuelle ne saurait qu'être avantageuse, et à la France et au Canada. Tôt ou tard, espérons-nous, toutes les légations et ambassades seront rétablies, mais cela prendra du temps. Il y a lieu de nous féliciter de pouvoir contribuer à maintenir une liaison avec la France dans les circonstances actuelles.

Il ne saurait y avoir d'avantages, mais il pourrait y avoir de graves inconvénients à discuter ici les relations entre le gouvernement de Vichy et le mouvement de Gaulle. Le mouvement de Gaulle n'est pas un gouvernement et n'est pas un pays. Comme je viens de le rappeler, les relations avec un pays se conduisent non pas avec une personne ou un groupe, mais avec le pays par l'intermédiaire de son gouvernement. Nous ne devrions pas, tous en conviendront, discuter dans son ensemble la question dont il s'agit à moins d'être parfaitement certains que nos paroles n'aient pas pour effet de compliquer mais plutôt d'atténuer une situation qui est déjà très délicate outre-mer. Aussi, s'il m'est permis d'offrir au comité un avis, ce serait de s'abstenir de toute discussion de la question, à moins qu'il n'y ait quelque chose à y gagner.

M. BLACKMORE: Je désire revenir pour un moment sur la question de la conservation des eaux de la rivière Sainte-Marie. Je me réjouis de ce que les honorables députés de Calgary-Ouest (M. Edwards) et de Medicine-Hat (M. Gershaw) ont appuyé le projet et j'apprécie hautement l'attention que le comité a accordée à leurs discours. Ce projet est d'importance vitale pour nous, de cette région, comme pourrait s'en rendre compte quiconque a vécu là et est au courant de la situation.

[Le très hon. Mackenzie King.]